

François Bayrou

Né le 25 mai 1951 à Bordères, dans les Pyrénées-Atlantiques, François Bayrou est issu d'une famille de petits exploitants agricoles. Il grandit dans un quotidien modeste, mais enrichi par les livres.

De ses parents, dont il a reçu une éducation stricte mais ouverte, il hérite l'esprit civique, le sens de la solidarité et une véritable curiosité pour la politique.

Bachelier au lycée de Nay, il poursuit ses études à l'université de Bordeaux. Il fréquente à cette période la Communauté de l'Arche, du poète et philosophe Lanza del

Vasto. Convaincu par la pensée non violente, écologiste et protestataire de ce disciple de Gandhi, il exprime la volonté de devenir un « porte-parole des sans voix » et entame un parcours de bénévole associatif passionné, dont les moteurs sont l'épanouissement de l'être humain et l'intérêt général.

Catholique pratiquant, il ne fait pas mystère de sa foi. Mais celle-ci fait de lui un défenseur d'autant plus ferme de la laïcité. Convaincu que la séparation de la sphère publique et de la sphère privée est la meilleure garantie de la liberté de conscience et de la neutralité de l'Etat, la laïcité est, pour lui, l'un des principes fondateurs de la République. C'est sur ce socle que peuvent s'épanouir la liberté et la responsabilité des citoyens. À 23 ans, il devient agrégé de lettres classiques.

Après la disparition de son père, mort d'un accident du travail, il mène de front sa jeune carrière d'enseignant et la poursuite de l'exploitation familiale, à laquelle il participe toujours aujourd'hui. Du Béarn à Paris, retour sur trente ans d'engagement politique, durant lesquels se sont construites sa stature d'homme d'Etat et sa vision de l'avenir de la France.

Le parcours politique de François Bayrou commence dans les Pyrénées-Atlantiques où il a ses racines.

Elu d'abord conseiller général, il devient ensuite député. En 1993, il est nommé ministre de l'Éducation nationale, poste qu'il occupera pendant plus de quatre ans. Ses convictions européennes l'amènent à mener la liste centriste aux élections de 1999. A la suite de ce scrutin, il siège à Strasbourg où il défend sa vision d'une Europe des peuples et d'une construction communautaire qu'il juge indispensables dans un monde qui a changé d'échelle.

Élu président de l'UDF en 1998, il prend clairement position pour une ligne politique autonome, distincte de celle du RPR. En cohérence avec son discours, il rejette donc fermement l'idée d'un parti unique fondu dans l'UMP, en 2002. La même année, sa candidature à la présidence de la République recueille 2 millions de voix.

